

COORDONNEES DU MAITRE D'OEUVRE

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_|_|_|_|_| Commune :
☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
N° de télécopie : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Mél :

Justification des qualifications reconnues du maître d'œuvre : fournir une attestation de 3 ans d'expériences en plantations agroforestières ou une attestation de suivi de formation agroforestière de moins d'1 an.

CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Présentation du projet

- Intitulé, contexte (en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches) et objectifs.
- Vous pouvez joindre également tout document plus détaillé de présentation de votre projet.

b) Caractéristiques principales du projet (cocher les cases correspondant à votre projet)

- Utilisation des terres :
 - Terres arables
 - Pâturages
 - Autres (préciser) : _____
- Nature du projet :
 - Projet agroforestier avec association de cultures
 - Projet agroforestier avec association d'élevage canards / volailles
 - Projet agroforestier avec association d'élevage ovins/bovins/équidés
- Localisation des projets
 - Projet agroforestier dans une zone à fort enjeu environnemental ou dans une zone vulnérable (préciser la nature de l'enjeu) : _____
 - Projet agroforestier dans une zone sans enjeu environnemental identifié
- Intégration dans une démarche collective :
 - Projet agroforestier inscrit dans une démarche collective GIEE (Groupement Intérêt Economique et Environnemental)
 - Projet agroforestier non inscrit dans une démarche collective GIEE

c) Localisation cadastrale des surfaces à planter :

Désignation des surfaces à planter telles qu'identifiées sur le plan cadastral <i>(rajouter le n° de la surface plantée indiqué sur votre plan cadastral)</i>	Surface demandée pour l'élément à planter* (voir notice)	Nom de la commune de situation du projet	Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale	Surface de la parcelle cadastrale ha, are, ca
<i>exemple : N1</i>	<i>1,35</i>	<i>Soulac</i>	<i>B</i>	<i>123</i>	<i>a</i>	<i>10,2478</i>
<i>exemple : N2</i>	<i>2,65</i>	«	<i>B</i>	<i>122</i>	<i>b</i>	<i>5,3652</i>
N	_ _ _ , _ _					_ _ _ , _ _ _ _
N	_ _ _ , _ _					_ _ _ , _ _ _ _
N	_ _ _ , _ _					_ _ _ , _ _ _ _
N	_ _ _ , _ _					_ _ _ , _ _ _ _
N	_ _ _ , _ _					_ _ _ , _ _ _ _
N	_ _ _ , _ _					_ _ _ , _ _ _ _
Surface totale projetée à planter	_ _ _ , _ _					

d) Calendrier prévisionnel des investissements

➤ Date prévisionnelle de début des travaux : _____ (mois, année)

année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle correspondante (€)
	_ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ _ _ _

➤ Date prévisionnelle de fin des travaux : _____ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES CALCULEES SUR BAREME

(se référer à la notice - rajouter un tableau comportant les mêmes colonnes si besoin)

Eléments plantés tels qu'identifiés sur le plan cadastral	Essences plantées	Nb de plants	Montant du barème € /plant	Surface demandée (ha)	Montant de l'action (€)
<i>exemple : N1, N2</i>	-		_ _ _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ , _ _
<i>exemple : N1, N2</i>	-		_ _ _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ , _ _
<i>exemple : R1, R2</i>			_ _ _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ , _ _
			Montant prévisionnel total de l'investissement		

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financement du projet	Montant en € hors taxe
Montant total de l'aide publique sollicitée (80% du coût total HT du projet)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
• Dont FEADER (0,53 X aide publique)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
• Dont AUTRES FINANCEURS NATIONAUX : Région Midi-Pyrénées, Département, Agence de l'eau (0,47 X aide publique)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Montant de l'auto - financement	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Montant prévisionnel total de l'investissement	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *(Cocher les cases)*

- Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide 8.2.1 Opération d'installation de systèmes agroforestiers du PDRR 2014-2020 et/ou de l'aide des autres co-financeurs publics (Région, Département, Agence de l'Eau) agissant au titre de ce dispositif.
- Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que l'aide attribuée l'est au titre du règlement communautaire n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du MAAF pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide
- que les terres non boisées ont fait l'objet d'une exploitation agricole pendant au moins deux années consécutives au cours des cinq dernières années précédant la demande,
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande.
- être à jour de mes cotisations fiscales et sociales
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide.
- à informer la DDT et les autres financeurs de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à transmettre à la DDT la déclaration de début des travaux,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment la décision attributive d'aide,
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet,
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide.
- à laisser affectés à la production les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date de fin des travaux,
- à permettre et faciliter l'accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements sollicités, depuis la date d'attribution jusqu'à 5 ans après la date de fin des travaux,
- à respecter les règles de publicité telles que mentionnées à l'annexe III du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014, en :
 - apposant l'emblème de l'Union et en citant le soutien du FEADER sur les actions d'information et de communication soutenus
 - le cas échéant, en mentionnant le soutien du FEADER et de l'Union Européenne, sur mon site web professionnel
 - en respectant les conditions d'affichage (certaines peuvent se cumuler) présentées ci-après :
 - Soutien public total >10 000 € : 1 affiche A3 (minimum) précisant les informations sur l'opération*, le montant du soutien européen. Affichage dans un endroit visible par le public.
 - Investissements > 50 000 € : 1 plaque explicative, présentant le projet, le montant du soutien de l'UE*. Cette plaque est obligatoire dans les locaux des GAL.
 - Infrastructures ou construction > 500 000 € : 1 panneau temporaire de dimension importante (> A3)*
 - Aide publique totale > 500 000 € : dans les 3 mois qui suivent l'achèvement de l'opération : une plaque/panneau permanent de dimension importante, visible*
 - Achat d'un objet matériel ou financement de travaux d'infrastructures ou de construction : dans les 3 mois qui suivent l'achèvement de l'opération : une plaque/panneau permanent de dimension importante, visible*

** les informations sur le projet couvrent à chaque fois au moins 25% de la surface du support.*

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT	Sans objet
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complétés et signés par le porteur du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité				
Copie de la carte d'identité	Personne physique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis ⁽¹⁾	Sociétés agricoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale de l'année en cours ou acte notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire ou du fermier	Exploitation en fermage, le cas échéant.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Demandeurs non détenteurs de la propriété				
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, établissements publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés agricoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si subvention > 23 000 €				
Personnes morales de droit privé				
extrait des statuts Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y a un	Associations loi 1901	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire ⁽¹⁾	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de minimis (modèle joint)	Toutes les personnes privées, physique ou morales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces techniques				
Qualification du maître d'œuvre : attestation de 3 ans d'expériences en plantations agroforestières ou une attestation de suivi de formation agroforestière de moins d'1 an	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents permettant d'apprécier le caractère agricole des surfaces plantées (Déclaration PAC, MSA)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense	dans le cas d'un financement sur devis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- ✓ Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au [guichet unique] après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : ... / ... / Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- ✓ Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDT. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :
(du gérant en cas de formes sociétaires)

ATTESTATION RELATIVE AIDES DE MINIMIS

L'aide demandée pour les opérations d'installation de systèmes agroforestiers (mesure 8.2.1) relève du régime « de minimis », conformément au règlement de l'Union Européenne n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

La règle de minimis prévoit qu'un bénéficiaire ne peut recevoir au maximum que 200 000 € d'aides dites de minimis sur une période glissante de 3 exercices fiscaux.

Le fait qu'une aide relève du régime de minimis vous a été indiqué lors de l'octroi de celle-ci.

Je soussigné

NOM et Prénom du demandeur :

--	--

Représentant (indiquer la personne morale le cas échéant)

--	--

J'atteste sur l'honneur :

n'avoir pas perçu d'aides relevant du régime "de minimis" (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux.

avoir perçu (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « *de minimis* »

Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Intitulé de l'aide	Montant de l'aide	Organisme ayant attribué la subvention et référence du dossier ou de la décision
Total			

Date et signature